

Le bonheur comme horizon !

Depuis la révolution industrielle, l'humanité est entraînée dans une fuite en avant techniciste et productiviste au bénéfice d'une minorité.

Dans les sociétés capitalistes modernes, les êtres humains ont été progressivement privés de la maîtrise de leur travail. Les machines et outils de la production ont été accaparés par quelques-uns, industriels, financiers, propriétaires, qui considèrent que les êtres humains, comme la nature, ne sont que des réserves inépuisables d'énergie et de ressources. Les premiers se voient privés d'autonomie, et rendus sujets plutôt qu'acteurs. La seconde est toujours plus exploitée, vidée, abîmée, sans considération de ses limites. Les sociétés se sont engagées dans un chemin dangereux, tant pour l'espèce humaine que pour le monde vivant en général.

L'illusion d'une domination totale de la nature grâce à des progrès techniques de plus en plus sophistiqués, produit en réalité une fragilisation continue de notre environnement.

De même croire que la propriété privée des moyens de production, du patrimoine bâti ou du sol, serait le meilleur moyen de développer la société, se traduit dans les faits par une explosion des inégalités tant entre pays qu'au sein même de chaque pays.

Le capitalisme s'appuie bien évidemment sur ces logiques pour accélérer l'accumulation de ses profits, seul objectif qu'il conçoit, le néolibéralisme accentuant ce mouvement depuis les années 70. Pour l'imaginaire capitaliste, la visée centrale de la vie sociale est non pas l'autonomie démocratique mais l'expansion illimitée de la maîtrise de l'homme sur son anthroposphère. Dans une culture où le profit à court-terme est la règle, où l'égoïsme est largement partagé, il est difficile d'intégrer les risques invisibles et lointains que nos pratiques font courir aux générations futures.

Pour autant les pays dits socialistes n'ont pas rompu avec la logique productiviste ni avec la perte du sens pour le travail. Les uns comme les autres ont considéré la perte de contrôle des travailleurs sur la finalité de leur travail comme un effet inévitable du progrès technique.

Le monde du travail repose encore aujourd'hui sur ce paradigme productiviste. Les avancées protectrices du salariat ne doivent pas être détricotées au nom d'une fausse promesse d'autonomie ubérisée, mais prolongées et renforcées en les déliant de leur soubassement matériel et croissantiste.

En effet, il est illusoire d'imaginer découpler sérieusement la croissance du PIB de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

C'est donc un nouvel imaginaire qu'il convient de construire, reposant tout à la fois sur la réduction des inégalités (sociales et environnementales car elles touchent, pour l'essentiel, les mêmes) et sur celle des émissions de gaz à effet de serre, seule possibilité à terme pour l'humanité de poursuivre son aventure terrestre. Les structures sociales imposées par le développement capitaliste, globalisé, créent un rapport miroir avec les structures psychiques de la population, rendant plus complexe la remise en cause du système. Le fétichisme de la marchandise a atteint un point tel que la compulsion à consommer devient le symptôme de l'appréhension face au vide, au non-sens, au non-être de l'existence.

Il convient donc de bâtir un projet ayant comme objectif le bonheur de vivre dans un monde généreux avec la certitude que demain doit être meilleur qu'hier, au plan social ou environnemental dans une société ouverte accueillante à toutes et tous, riche de sa diversité.

L'humain ne doit plus être une variable d'ajustement de l'économie mais l'ultime finalité de nos actions et de nos capacités de penser. La finitude de la planète doit être considérée comme une donnée incontournable et s'imposer dans tous les choix. Le principe de réalité devrait conduire à admettre que la Terre a ses limites qui engagent l'espèce humaine et non l'inverse.

Le projet de Génération.s repose sur quelques principes généraux qui sous-tendent l'ensemble des propositions.

- La construction d'une société libérée du capitalisme et du productivisme.
- La priorité à la gestion collective et publique des ressources les plus importantes.
- Le respect des générations futures dans toutes les décisions prises aujourd'hui.
- La satisfaction des besoins réels des êtres humains dans le respect de la nature et du vivant.
- Une vision qui place les relations humaines au-dessus de l'accumulation des biens.
- Une réduction considérable des inégalités et la stricte égalité réelle entre les femmes et les hommes, afin que chacun.e dispose d'un pouvoir de vivre dans la dignité, par-delà toute discrimination.
- L'indépendance dans l'interdépendance, au plan individuel, des territoires, des pays, des politiques sectorielles (sociales, environnementales, démocratiques).
- L'émancipation par l'éducation et la fin des discriminations.
- Une démocratie renouvelée qui donne toute leur place aux citoyen.ne.s au quotidien.
- Des rapports internationaux basés sur la coopération et la solidarité.
- La garantie d'une protection sociale pour toutes et tous.

Table des matières

Le bonheur comme horizon ! p. 1

Un nouveau modèle économique reposant sur le partage, la coopération et la durabilité p. 4

Une politique environnementale de rupture p. 6

L'internationalisme, une stratégie politique pour la paix p. 9

Une Europe démocratique, humaniste et écologiste p. 9

Une action publique qui réduit les inégalités p. 10

Bien grandir pour bien vivre p. 12

Prévention, dignité, justice : refonder notre protection sociale et notre rapport au travail p. 15

Prévention, dignité, justice : refonder notre protection sociale et notre rapport au travail p. 17

Un nouveau modèle économique reposant sur le partage, la coopération et la durabilité.

Vers une société du bien vivre : changeons nos indicateurs, sortons du productivisme

Rompre avec la logique productiviste impose de questionner la croissance continue de la production de biens et la prédation des ressources naturelles. Le capitalisme prédateur place le profit comme valeur de toutes choses. Une nouvelle appréciation de la « croissance » passe par des indicateurs sociaux, de développement humain et d'état de l'environnement.

La dictature du PIB ne repose sur aucun élément permettant de relier son évolution à la qualité de vie des individus ni à la résilience de la société. Il apparaît fondamental de renoncer à utiliser cet indicateur comme il l'est actuellement et de le remplacer par un ensemble d'indicateurs alternatifs tels que l'espérance de vie en bonne santé, les écarts de revenus, la consommation carbone, une estimation de la biodiversité, etc.

Ce qui nous est essentiel ne doit plus répondre aux seules lois du marché

Le capitalisme cherche à dégager du profit sur toutes les sphères de la société y compris sur ce qui est indispensable pour la survie des espèces et notamment des êtres humains. Une société post-croissance suppose de refuser toute logique de profit sur les biens communs : les grands réseaux, l'eau, l'énergie, les infrastructures de déplacement (gares, aéroports, ports, routes, autoroutes, fleuves et rivières, etc.).

La brevetabilité du vivant ne doit en aucun cas pouvoir servir une logique de profit. En conséquent, elle ne saurait être acceptée.

Démocratiser la gestion des biens communs : un impératif

La sphère ainsi agrandie des biens communs, exclus de la gestion par le marché doit, par l'organisation de sa gouvernance, garantir la primauté de l'intérêt général dans les processus de décision. La gouvernance doit avant tout reposer sur le principe de subsidiarité afin que chaque décision soit prise au niveau le plus proche des utilisateurs. Les décisions doivent tenir compte de l'ensemble des capitaux concernés par ces biens (financiers mais aussi culturels, humains, etc.) et être partagées par tous les acteurs concernés. Les règles de fonctionnement des instances doivent permettre à chacun.e de s'exprimer et de prendre pleinement part aux décisions : il s'agit de promouvoir la gouvernance dynamique.

La privatisation éventuelle d'entreprises détenues par l'État doit faire l'objet d'un référendum afin de permettre aux véritables propriétaires, les citoyen.ne.s, de s'exprimer sur le bien-fondé de cette privatisation.

En finir avec l'obsolescence programmée : vivre dans un confort durable, accessible et partagé

Une des principales caractéristiques du productivisme est sa capacité à mettre sur le marché des produits dont la durée de vie est la plus courte possible pour que leur renouvellement permanent soit source de maximisation des profits. L'enjeu est de passer du jetable au durable afin de réduire, évidemment, l'impact de notre mode de vie sur l'environnement, mais aussi les inégalités d'accès aux biens et services de qualité, qui se nourrissent de la course effrénée à la consommation de biens

continuellement périmés. La mise sur le marché de produits non réparables ou à durée de vie limitée doit être proscrite.

La mondialisation de la production et des marchés constituant un frein à cette transformation, il est indispensable de repenser les lieux et les moyens de production pour que les territoires et les citoyens retrouvent une capacité d'agir réelle sur les choix effectués.

Les outils existent : normes, durée de garantie, réparabilité, recyclage, consignes, etc.

Repenser le système financier et ses modalités d'intervention

Sans un financement résolument démocratique et public, toute politique à la hauteur des enjeux est condamnée à l'échec. Le retour en gestion publique des banques doit reposer sur des principes simples et fermes : socialisation du capital sans indemnisation (sauf pour les petits porteurs) tant les profits ont été importants depuis des années (plus de 60 milliards pour les seules trois dernières années).

La gestion doit devenir tripartite associant les usagers et les salarié.es ainsi que la puissance publique. La Caisse des Dépôts et Consignations, bras armé de l'État, devra voir ses activités réorientées au profit de la nouvelle politique économique de transition. Sa prise de participation au capital des entreprises devra servir à orienter leurs activités conformément aux décisions stratégiques de la puissance publique.

Les aides aux entreprises doivent être conditionnées à des objectifs sociaux, environnementaux ou d'aménagement et doivent faire l'objet d'un contrôle de leur réalisation.

Refonder la fiscalité : outil de financement de l'action publique, de justice et de progrès social

La fiscalité doit retrouver toute sa légitimité comme outil de financement des services publics et biens communs et comme outil de redistribution et de répartition des richesses. Elle doit reposer sur le principe d'une progressivité forte tant sur les revenus que sur les patrimoines. La fiscalité indirecte (au premier rang de laquelle la TVA) doit céder progressivement sa place à la fiscalité directe.

Les entreprises doivent être mises à contribution sur la base de la valeur ajoutée créée, par l'application d'un barème progressif, ainsi que d'une taxe robot.

Les transactions financières, essentiellement spéculatives, doivent faire l'objet d'une taxation systématique qui porte sur l'intégralité des sommes échangées.

Les activités ou produits à impact négatif sur l'environnement doivent être taxés de façon supplémentaire afin de financer la transition écologique.

Améliorer l'accès au logement et à la terre : réformer le droit de propriété

Il est plus que temps de revoir le droit de propriété en mettant en avant l'importance de l'usage sur la propriété. Il faut aller vers l'interdiction de posséder le sol, c'est-à-dire la planète, en considération de l'application du principe que « nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants » et qu'en conséquence il n'est pas possible d'en disposer totalement.

Cela pourrait se traduire, selon les cas, par la municipalisation ou l'étatisation des sols couplée à la délivrance de baux emphytéotiques. Cela permettrait aux agriculteurs de ne pas s'endetter pour acheter la terre et aux acquéreurs de logements de ne pas payer le prix du foncier.

Démocratiser l'entreprise

L'entreprise ne peut rester au dehors de la société démocratique. Il est nécessaire de faire évoluer la gouvernance et donc le Conseil d'Administration vers un Conseil d'Entreprise où le capital humain et social serait représenté et où les décisions stratégiques impliqueraient directement les salarié.es via un droit de vote égal à celui des actionnaires afin qu'ils puissent agir sur les choix de production de marchandises et de services socialement utiles et qui préservent l'environnement.

Cette démocratisation passe également par la diminution de l'échelle des salaires dans l'entreprise entre la direction et les salarié.es. Les licenciements économiques doivent être soumis à l'obligation de produire un plan de restructuration approuvé par l'ensemble du personnel. L'instauration de droits nouveaux dans les entreprises permettra aux salariés de redonner du "sens à leur travail", d'agir sur les choix de production de services et marchandises « utiles » qui préservent l'environnement et améliorent le bien-être collectif.

Une politique environnementale de rupture.

L'écologie place l'humain dans un autre rapport à la nature à laquelle il appartient. Il doit la protéger et en prendre soin pour la préservation des équilibres et des ressources, de la biodiversité, du climat, et plus largement de la vie. Il en va du bien-être et de la santé humaine dans un lien rééquilibré au monde animal et végétal, globalement au vivant.

Depuis les premiers lanceurs d'alerte des années 1950-60, l'écologie s'est imposée irrémédiablement dans le débat public : le rapport Meadows en 1972, les lois "cadre" de 1976 sur la Protection de la Nature, la Charte de l'environnement de 2005, le Grenelle de l'environnement en 2007, la signature spectaculaire de l'accord de Paris en 2015. Ces actes demeurent cependant largement symboliques.

La situation environnementale est plus que préoccupante :

- Dérèglement climatique, hausse des températures moyennes, intensification et multiplication des événements climatiques extrêmes ;
- Fonte des glaciers entraînant la hausse du niveau des mers ;
- Déclin brutal de la biodiversité et amorce d'une sixième extinction de masse ;
- Epuisement des ressources et déforestation ;
- Artificialisation, pollution et appauvrissement des sols réduisant leur capacité de produire notre alimentation ;
- Pollution des ressources en eau douce, déficit hydrique dans de nombreuses zones du globe.

Il est temps de mettre fin à la surexploitation des ressources naturelles, la société productiviste générant toujours plus de pollutions et de catastrophes qui ne sont plus si "naturelles".

Nous devons mettre en œuvre un projet sociétal radicalement innovant : en rupture avec les politiques actuelles des petits pas, un projet qui s'inscrit dans les limites de la planète, garantissant un environnement et un climat vivables aujourd'hui et pour les générations futures, un projet basé sur le partage équitable des ressources qui substitue la coopération à la concurrence, réduit les inégalités et offre à toutes et tous les moyens nécessaires à leur subsistance.

La transition énergétique : une ambition structurante pour une stratégie locale

Nous devons sortir d'un système de production et de consommation d'énergie carbonée et organiser la sortie progressive du nucléaire. Il faut engager dès aujourd'hui la révolution vers les énergies renouvelables produites localement, selon les spécificités et potentiels des territoires. Cela passera par une nouvelle gouvernance territoriale impliquant les acteurs locaux afin d'opérer une prise de conscience des impacts des choix énergétiques, une réappropriation citoyenne des moyens de production et de distribution et l'acceptation de modes de production nouveaux. Les infrastructures nationales seront complétées par une mise en réseau de productions locales.

La rénovation thermique massive des bâtiments est le premier levier de la réduction de la consommation d'énergie et un outil de lutte contre la précarité énergétique.

Moins de pollution, plus de justice: révolutionner les mobilités

Les échanges commerciaux et les déplacements humains superflus, apanages polluants des classes les plus aisées, doivent cesser. Il est indispensable de mettre fin au quasi-monopole de la route et du transport maritime, et à l'explosion du secteur aérien, au profit de modalités de transport durables et accessibles par tous.

L'organisation de la société (urbanisme, aménagement, commerces, services publics) repose aujourd'hui encore sur la prééminence de la voiture individuelle. Pour les distances courtes, il faudra privilégier les mobilités actives, repenser les espaces urbains pour redonner de la place aux piétons et cyclistes. Pour les distances moyennes, il faut développer massivement les transports collectifs et abordables en privilégiant le train, les véhicules électriques collectifs et les mobilités partagées. Ici, l'atout écologique est conforté par le social (gain de pouvoir d'achat important). Pour les grandes distances, il est indispensable de réduire drastiquement l'usage du transport aérien, en particulier pour les vols intérieurs et développer le transport ferroviaire en privilégiant les lignes secondaires et de nuit.

Territoires ruraux résilients : un cadre de vie à préserver et à régénérer

Pour penser les territoires ruraux de demain, il faut sortir de l'idée de fabriquer des hinterlands au service des villes-centres et recevant tout ce que la ville "verte" ne voudrait plus voir (industries lourdes, logistique, infrastructures). Les activités humaines doivent désormais reposer sur la capacité limitée des milieux et de leur potentiel de régénération pour produire les ressources nécessaires à la continuité de notre subsistance tout en protégeant et perpétuant le patrimoine existant. Pour mettre en œuvre ces projets de territoire d'un nouveau genre, il est nécessaire de repenser les institutions démocratiques, faire aboutir la décentralisation, donner les moyens opérationnels et économiques suffisants aux collectivités locales et aux bassins de vie pour, in fine, permettre une meilleure prise en main par les citoyen.nes de leur destin.

Des villes plus résilientes

Les villes, importatrices nettes de la majorité de leurs ressources, exportatrices de leurs nuisances, au premier rang desquels leurs déchets, ont un lourd bilan carbone. Les villes de demain doivent davantage puiser dans leurs ressources propres en développant les circuits-courts, l'économie locale circulaire et l'agriculture urbaine, entre autres.

La lutte contre l'étalement urbain est une priorité absolue, par le réemploi du foncier et du bâti. En association avec les riverains et les usagers, de nouveaux types d'habitat ou de formes d'occupation de logement seront expérimentés. La nature doit prendre toute sa place, pour l'adaptation aux canicules, pour la biodiversité, pour la qualité du cadre de vie. L'installation des commerces et services sera favorisée dans tous les quartiers, ainsi que leur relocalisation dans les centres-villes.

Nous devons réinventer une gouvernance de la fabrication de la ville mettant les citoyen.nes au cœur de l'aménagement, développant les contre-pouvoirs, la solidarité entre populations, la collaboration territoriale, pour un meilleur vivre ensemble.

Agriculture et consommation soutenables : pour des agriculteurs qui vivent mieux et des consommateurs qui mangent mieux

Re-territorialiser la production agricole et alimentaire, renforcer les liens ville-campagne est un impératif. Les agriculteurs.trices doivent retrouver le sens de leur métier, notamment par le contact avec celles et ceux qu'ils et elles nourrissent et par une modification radicale du système de rémunération qui ne profite qu'aux intermédiaires.

Avec l'agroécologie, l'agriculture place les interactions entre l'humain et son milieu, entre les différents écosystèmes, au cœur de son approche.

La forêt, un bien commun indispensable à la transition écologique.

La forêt, productrice d'oxygène et puits de carbone, joue un rôle primordial dans la lutte contre le dérèglement climatique et la préservation de la biodiversité. Le bois, à la fois source d'énergie renouvelable et matériau de construction durable, alimente des filières économiques locales. Les forêts françaises sont menacées par la déforestation, par l'industrialisation croissante de leur exploitation pour l'exportation, mais aussi par le dérèglement climatique. Des modes de gestion durables et plus résilients sont indispensables pour les protéger durablement.

Une révolution pour un environnement sain et une alimentation saine

La qualité de l'environnement et de l'alimentation a un impact fondamental sur la santé. Au-delà des mesures devant être prises pour réduire les pollutions, une réelle prise de conscience collective doit avoir lieu. Elle passe par une plus grande transparence et disponibilité des informations sur l'état des diverses pollutions. Les études pour évaluer les risques doivent être rendues publiques afin d'éviter l'emprise des lobbys industriels. Les enfants doivent être formés dès le plus jeune âge aux principes de la santé environnementale et à une consommation éclairée, saine, dépourvue de pollutions inconnues.

Vers une meilleure reconnaissance des droits de la nature et de la faune sauvage

Pour mettre un terme aux processus de destruction en cours, le crime d'écocide permettant de sanctionner pénalement les crimes les plus graves commis contre la planète doit être reconnu. Les pratiques barbares de chasse et toute autre source de stress infligée aux animaux sauvages et domestiques pour des buts autres que la protection ou la conservation doivent cesser.

L'internationalisme, une stratégie politique pour la paix

Partie soumise à débat ultérieur

Une Europe démocratique, humaniste et écologiste

En tant qu'Européen.es convaincu.es il faut poursuivre le processus de rapprochement des peuples et la réalisation d'une Europe fédérale.

L'Union européenne doit être une construction solidaire au service de l'anticipation des grandes transitions autant que de la réponse coordonnée aux défis de notre ère. Pour cela, elle doit se doter d'outils plus conséquents, qu'ils soient financiers ou politiques, et le principe de solidarité doit être érigé au-dessus du dogme de la concurrence.

L'Union doit retrouver un sens, au-delà de la performance des marchés. Elle doit remettre l'Humain, ses bassins de vie et ses territoires au cœur de son projet politique, tout en promouvant un développement durable, écologique et apaisé. Elle doit, de plus, être en première ligne de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la justice sociale, avec un « Green new deal » (plan massif d'investissements) plus ambitieux, mêlant l'urgence écologique à la justice sociale.

La crise aura mis en lumière l'incapacité de l'exécutif européen à peser collectivement et à en penser la sortie. Chaque État agit seul, et l'Union suit, en réaction, soit l'inverse même d'une dynamique européenne porteuse d'une ambition et de solidarités pour le continent.

Qui plus est, non seulement nombre de chefs d'États et de gouvernements européens, et pas uniquement à l'Est, s'arrogent des pouvoirs comme rarement dans notre Histoire moderne, mais les contre-pouvoirs sont balayés d'un revers de main, les principes démocratiques basiques remis à d'hypothétiques lendemains

Pour toutes ces raisons, le fonctionnement de l'Europe doit reposer sur le fédéralisme. Cela implique une intégration accrue des politiques européennes, notamment sociale, pour aller vers le mieux-disant écologique, social et démocratique. Le Parlement européen, seule institution élue au suffrage universel direct doit devenir le co-législateur de plein exercice. Les États membres sont encore en situation de bloquer trop de décisions politiques majeures pour la concrétisation des objectifs politiques européens, et par-là même de remettre en cause, au moins indirectement, l'esprit du projet européen et son utilité.

Le budget européen dans son ensemble reste anecdotique, eu égard aux sommes engagées et encore plus aux budgets fédéraux d'autres États continents.

Il existe des réponses à la défiance et à la crise de sens politique, démocratique, sociale et écologique. L'Europe doit s'affirmer et faire entendre ses préférences collectives autant politiques, que sociales et économiques, dans un monde d'États-continentes. L'alliance transnationale des forces de gauche et écologistes, dans la continuité des efforts du Printemps européen, y a toute sa place ; il en va de la cohésion, autant que de la survie du projet européen.

Au-delà de la nécessaire révision des Traités européens qui nécessitera du temps, il faut promouvoir une refondation de l'esprit de la construction européenne dans le cadre des Traités d'une part (guérilla parlementaire, ou l'utilisation de tous les moyens législatifs possibles pour instaurer un rapport de forces avec la Commission européenne et le Conseil), mais également à l'extérieur : par la

mobilisation des forces citoyennes et militantes et l'émergence d'un lobby citoyen, ou encore la construction d'alliances entre États partageant des priorités écologiques, sociales, démocratiques, solidaires et humanistes - pouvant aller jusqu'à la désobéissance, si nécessaire.

C'est de la construction d'un rapport de forces politique avec les institutions et les États membres que naîtra une Europe forte, capable de défendre l'intérêt commun, autant que les préférences collectives des Européen.nes

Une action publique qui réduit les inégalités

Le mouvement des Gilets jaunes a révélé au grand jour l'ampleur des inégalités sociales et territoriales. Ce mouvement social est à la croisée de deux trajectoires. D'abord, la vivacité d'un sentiment de relégation sociale ancien réactivé par la disparition progressive de nombreux services publics et la détérioration de leur qualité. L'impuissance et les difficultés d'une grande partie de la population face aux effets en cascade de la crise écologique ensuite. L'étalement urbain s'est accompagné d'une périurbanisation qui condamne les classes populaires et moyennes à une dépendance inéluctable aux services des villes-centres et donc à la voiture dans nombre de territoires.

Cette amplification des inégalités résulte directement des choix politiques d'aménagement du territoire réalisés depuis 40 ans. La course à l'attractivité du territoire s'est inscrite dans une vision productiviste de la ville. Pour installer toujours plus d'entreprises et d'habitants, il fallait construire toujours plus de logements et de bureaux, d'aéroports et de gares TGV, au détriment du coût écologique de ces projets et des besoins des populations (en particulier des plus précaires). La conséquence en est dramatique : une concentration des populations et des opportunités dans les grands centres urbains et un délaissement des périphéries.

L'hypercentralisation de la France tend à renforcer ces inégalités territoriales et majore l'incapacité des territoires à trouver les moyens locaux de leur propre développement. La prédominance de l'État central dans le système politique et institutionnel français a un effet direct sur la faible autonomie des territoires et sur l'incapacité à investir durablement dans des services publics de qualité adaptés aux problématiques des usager.es.

Les inégalités territoriales se doublent d'une inégalité dans l'accès aux services publics dont la qualité et la quantité sont d'autant plus faibles que les territoires sont défavorisés. La baisse continue des dotations aux collectivités a ainsi des conséquences désastreuses dans le maintien de l'accès à un service public local de qualité sur tout le territoire, et sur le fonctionnement quotidien des collectivités. Cette logique générale empêche un débat serein sur les besoins de la société et la manière d'y répondre. Un constat s'impose : les métiers les plus essentiels (enseignant.es, infirmier.es, aides-soignant.es, etc.) sont parmi les moins bien rémunérés alors qu'en dépend une large part de notre vie en société. Les rendre à nouveau attractifs devra faire partie des solutions proposées.

Et pourtant, sur de nombreux territoires se développent des initiatives et des démarches qui portent la nécessaire transition écologique et sociale de nos modes de vie. Elles portent en elle le souffle de la réinvention politique, la force de l'intelligence collective, de l'innovation sociale et les graines du changement politique indispensable.

Pour une égalité des chances de tous les territoires : sortir de l'impasse de l'opposition entre centralités (villes, métropoles) et périphéries

Alors que les derniers gouvernements ont volontairement creusé l'écart entre les centres urbains, dynamiques et vecteurs d'emplois et de savoirs, et les territoires « périphériques », l'un des grands enjeux pour l'équilibre de nos territoires et la réduction des inégalités territoriales est de reconnecter entre eux les territoires urbains, périphériques et ruraux.

Pour cela, en cohérence avec la révolution sociale et écologique des mobilités, il convient de repenser en profondeur la politique de transports publics et les grands investissements associés (connexions infrarégionales, alternatives au TGV). Redynamiser les territoires « périphériques » passe par une politique massive d'investissements spécifiques notamment dans les services publics et la création d'emplois dans les territoires en fragilité économique et sociale en y consacrant l'effort de relocalisation économique.

L'égalité territoriale ne peut être réalisée qu'à travers une réforme profonde du système français jacobin hyper centralisé, qui développe l'autonomie des territoires afin de favoriser la créativité et l'adaptation des politiques publiques aux enjeux des territoires à l'heure de la mise en œuvre d'une politique résolue de transition.

Pour une société féministe

Depuis l'avènement du néolibéralisme, les violences faites aux femmes et les inégalités femmes-hommes n'ont eu de cesse de se renforcer et sont d'autant plus aggravées par les périodes de crise.

La défense de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes doit être pleinement intégrée à l'écriture d'un projet de société en rupture avec les logiques productivistes.

Ce n'est qu'en assumant pleinement le lien entre précarité, travail à temps partiel, familles monoparentales... et la place des femmes dans notre société que nous parviendrons à construire une société réellement égalitaire.

Ainsi, il est urgent de reconsidérer l'ensemble de ce modèle inégalitaire. De la discrimination salariale, aux inégalités de traitement dans les évolutions de carrière, à la dévalorisation des carrières hachées et à une fiscalité discriminante (particulièrement visible sur les pensions de divorce). A l'heure d'un recul considérable de l'accès à l'IVG à travers le monde, il est urgent de sanctuariser les droits des femmes dans tous leurs aspects, la considération de celles-ci et le respect de leur corps.

L'égalité réelle entre femmes et hommes doit s'envisager de manière transversale.

Pour l'égalité réelle

La France est au premier rang des pays développés en matière de reproduction sociale. Le système éducatif renforce plus les inégalités qu'il ne les résout. Le dogme méritocratique de la société française se révèle une formidable machine à maintenir les rapports de domination et à assujettir les plus défavorisés dans leur condition sociale. La diversité, l'égalité réelle et l'inclusion sont au cœur de la bataille pour la cohésion. Les sociétés diversifiées et inclusives, où chacun se sent libre de choisir sa place, sont des sociétés plus solidaires, plus apaisées où les citoyen.nes sont plus impliqués.es.

La diversité, l'égalité réelle entre femmes et hommes, l'inclusion et le sentiment d'appartenance doivent être au cœur de la démocratie de demain et devenir une composante culturelle de notre pays.

Aujourd'hui en France, l'égalité effective des droits des personnes LGBTI+ n'est pas réalisée. Les discriminations, les oppressions et les violences verbales et physiques restent le lot quotidien de beaucoup d'entre elles. Il est temps d'agir efficacement dans la lutte contre ces dernières, et de parvenir enfin l'égalité effective des droits des personnes LGBTI+.

En matière de prévention des discriminations et de protection des populations il est de la responsabilité de la société de protéger les plus faibles, à commencer par les enfants. L'aide sociale à l'enfance doit être considérée comme une politique prioritaire de l'État.

La lutte contre les stéréotypes et la sensibilisation dès le plus jeune âge aux questions de violence et de partage de l'espace public doivent être systématiques.

Les discriminations à l'embauche doivent cesser et un plan massif d'action pour y arriver doit être mis en œuvre.

Les services publics de demain

Face à l'accentuation des inégalités, les services publics doivent être vecteurs de protection, de cohésion et de progrès social. Alors qu'une transformation rapide et profonde de notre société est rendue nécessaire par l'enjeu écologique, ils constituent les fondements d'une politique sociale ambitieuse et inclusive.

Les services publics de demain doivent offrir à tous et toutes une égalité d'accès réelle, ce qui implique une implantation de proximité, en associant les citoyen.nes à leur gestion pour en améliorer l'efficacité et mieux répondre aux besoins. Les principes fondamentaux doivent s'imposer : gratuité pour l'immense majorité, indépendance vis-à-vis des lobbys, statut garanti pour les salarié.es du service public, etc.

Les régies citoyennes et l'économie sociale et solidaire doivent constituer les piliers des services publics lorsque c'est possible.

Pour des territoires pionniers dans la lutte contre les inégalités

Alors que les inégalités environnementales recoupent très largement les inégalités sociales, les territoires sont un levier puissant pour incarner concrètement la transition écologique et sociale.

La révision des compétences des collectivités territoriales et l'élargissement du droit à l'expérimentation et la possibilité d'imposer des clauses de mieux-disant sont autant de réformes nécessaires pour aller au-delà du strict minimum légal au plan social et environnemental.

Le principe de subsidiarité et le droit à contractualiser entre territoires pour mutualiser les moyens constituerait une avancée certaine.

Bien grandir pour bien vivre

Alors qu'ils sont et seront encore les premiers touchés par les conséquences de la crise du Covid 19, les jeunes sont trop souvent oubliés, méprisés au titre de leur rattachement à la cellule familiale. Pourtant, outre le chômage et la précarité, les jeunes sont avant tout victimes de la reproduction de la violence sociale. Les causes et les conséquences ne sont plus à démontrer que l'École ne parvient pas à surmonter.

L'un des marqueurs fondamentaux de la société à construire réside dans le respect profond de la dignité, de l'égalité et de la liberté de choix des générations futures.

Pour y parvenir il faut réaliser plusieurs objectifs :

- Réduire les facteurs de reproduction sociale pour permettre à tous d'avoir accès à une éducation de qualité ;
- Favoriser l'indépendance : esprit critique vie démocratique et indépendance financière sont les maîtres-mots d'une jeunesse active, républicaine engagée et heureuse ;
- Reconstruire notre lien au temps libre, à la culture et aux loisirs.

Réduire les facteurs de reproduction sociale pour permettre à tous d'avoir accès à une éducation de qualité

Les données sociologiques et économiques ne laissent plus de doute : l'École ne parvient pas à faire de l'égalité des chances une réalité. Il convient de refonder l'École, autour d'un service public de qualité, tant dans ses infrastructures que dans la répartition de ses élèves ou dans la qualité de ses enseignements. Réforme de la carte scolaire, révision des modalités de financement de l'enseignement privé, réhabilitation des locaux, équipement numérique, apprentissage des langues dès le plus jeune âge, revalorisation des métiers de l'enseignement sont autant de propositions que de passages obligés pour garantir à tous un accès égal aux chemins de l'émancipation, de la formation de citoyen.ne, de l'indépendance financière.

Passeurs du savoir mais aussi incarnation de la République et de ses valeurs, au sein de l'École, et plus globalement de la société, les enseignant.es doivent bénéficier d'un statut revalorisé. Ils/elles doivent bénéficier d'une formation initiale et continue renforcée et de salaires accrus : ce n'est plus une question à débattre. Les modifications passées ont affecté les conditions de travail des agents, entraînant des difficultés de recrutement, des démissions, ou pire... Pour une école capable de répondre aux enjeux de la justice sociale, il faut se donner les moyens de ses ambitions.

Mais cela n'explique pas tout, une réflexion doit être menée sur la compétition instaurée dès le plus jeune âge, intensifiée et faussée par la réforme du bac et Parcoursup. Cette réflexion devra amener à repenser la place de l'élève dans son parcours éducatif, instaurer de la continuité, faire confiance aux jeunes afin qu'ils retrouvent confiance dans l'institution.

Pour y parvenir une réforme en profondeur de la scolarité du collège à l'enseignement supérieur est nécessaire, avec les professeur.es, les élèves et les familles. Elle associera ces dernières tout au long du parcours de l'enfant, de l'adolescent.e et du/de la jeune adulte afin, non seulement de maximiser ses chances de réussite scolaires, mais aussi de l'accompagner dans ses choix d'orientation. Ce dernier élément est essentiel pour rompre avec les logiques de classes, d'orientation subie, et revaloriser les parcours professionnels. Ces parcours seront une des clefs de la réussite de notre projet de société : plus local, plus respectueux de l'environnement et du bien-être, il suppose la formation de professionnels de proximité : artisans, ouvriers, spécialistes des métiers du soin à la personne, etc.

Favoriser l'indépendance : esprit critique vie démocratique et indépendance financière sont les maîtres-mots d'une jeunesse active, républicaine engagée et heureuse

Il n'est plus à démontrer que la transition écologique est l'enjeu fondamental de ce siècle. Il en va de notre futur. Les jeunes sont à l'avant-garde de ce mouvement jusqu'à devenir le moteur des marches pour le climat. La jeunesse est prête à changer de modèle économique et de fonctionnement pour

faire advenir une société véritablement écologiste et humaniste. Mais il est un paradoxe que nous devons dépasser : la faiblesse de la participation des jeunes à la vie démocratique institutionnelle. Il est urgent de donner à cette jeunesse les moyens de gagner son autonomie en lui faisant confiance. Nous devons permettre à chacun.e de participer à l'élaboration des politiques publiques et de faire entendre sa voix pour ne plus subir les décisions et ne plus être un.e consommateur.trice de la vie politique mais en devenir un acteur.trice à part entière.

Devenir un.e citoyen.ne actif.ve, responsable et pleinement conscient.e des enjeux contemporains ne s'improvise pas. C'est un apprentissage long qui doit débuter dès l'école primaire et se prolonger jusqu'au lycée. Outre les questions de contenu des programmes qui doivent permettre à chacun.e de construire son esprit critique, il est nécessaire de donner une place plus importante et fonctionnelle aux représentant.es des jeunes. Ainsi, à l'opposé de la crise du système représentatif, il faut que chaque jeune puisse participer à la vie de son établissement de différentes manières et de façon directe et permanente.

Une société éco-citoyenne, c'est également une société qui transmet à ses enfants des valeurs écologistes. Cet enjeu doit être abordé dans sa globalité tout au long de la scolarité. Être écologiste suppose de respecter le monde qui nous entoure dans toute sa diversité et de choisir un mode de consommation et de relation aux autres et aux choses qui soit durable, responsable. Il faut en finir avec l'approche concurrentielle entre les élèves et prôner l'entraide pour qu'une fois adultes ces personnes prennent systématiquement des décisions en considérant les besoins d'un projet avec le respect du vivant, des ressources et de notre biodiversité.

Les aspirations démocratiques passent d'abord par l'exigence du respect de la dignité et d'un accès égalitaire à une formation initiale de qualité. Ainsi, cette construction en tant que citoyen.e n'a pas de sens en dehors d'une émancipation réelle et financière : accès aux prestations sociales dès 16 ans, mise en place d'un revenu universel, création d'offres de logements abordables, refondation de l'aide sociale à l'enfance, multiplication des contrats jeune adulte... sont autant de préalables à l'émergence d'une société apaisée, égalitaire et démocratique.

Reconstruire notre lien au temps libre, à la culture et au loisir

La pandémie a, contre toute attente, remis la question de la place de la culture au cœur de la vie sociale et économique. Comme pour rappeler que les politiques culturelles sont indissociables des champs sociaux et économiques et qu'elles doivent être pensées conjointement...

La culture ne se limite pas aux arts. Elle implique aussi le rapport aux savoirs, les domaines scientifiques et techniques, les modes de relation et d'échanges des citoyen.nes entre elles et eux, la place des pratiques symboliques et créatives, le développement de l'esprit critique, l'expression des désirs. Elle comprend bien sûr les relations avec l'environnement naturel. Elle est outil de résistance au tout-consumérisme. Elle élargit la vision et porte vers l'avenir. Elle vise à rendre plus conscient.es, plus critiques et capable d'agir sur la société pour la changer.

En cela la culture est fondatrice du lien social et constitue un levier essentiel de l'émancipation de chacun.e.

Les politiques culturelles doivent être un rouage essentiel de la lutte contre les inégalités, de construction de la capacité à participer à la transformation de la société. Elles doivent permettre aux citoyen.nes de participer pleinement et de façon autonome à la vie citoyenne.

Dans une société apaisée, la place croissante du temps libre doit s'accompagner de la définition de l'action culturelle comme un service public : la culture comme Bien commun au service de

l'émancipation. A ce titre, il faut mener un large plan de dé-marchandisation de la culture qui s'oppose aux logiques qui imposent aux créateurs des critères de rentabilité, qui poussent à la facilité, qui brouillent encore plus les frontières entre culture et divertissement, pratiques créatives et soumission consumériste. L'État, par son engagement, peut favoriser l'accès à une culture diverse et critique, à l'opposé des géants vendant du « temps de cerveaux disponible ».

La culture (pratiques, découvertes, apprentissages...) doit être placée au cœur de l'école grâce aux institutions culturelles de tous types (théâtres, musées, médiathèques, associations, etc.), les fédérations d'éducation populaire et les collectivités territoriales. L'éducation à l'image et aux usages du numérique doivent aussi trouver leur place dans ce domaine. Les nouvelles pratiques du numérique suscitent le besoin de « tiers lieu » entre l'école et les citoyen.nes, centres de ressources culturelles et d'apprentissages pour que parents et enseignant.es développent au mieux ces nouvelles fonctions.

Suivant le même objectif, il est impératif de lutter contre l'utilisation intensive des médias marchands qui réduisent l'attention du spectateur au service d'un consumérisme basé sur la création de réflexes pulsionnels d'achat, privilégiant l'émotionnel au détriment de la réflexion et de l'objectivité. Qu'il s'agisse de télévision ou de réseaux numériques, les dégâts sont nombreux : captation de l'attention, rapt des données, manipulation des opinions, invasion des « fake news » et hystérisation des échanges, etc. Une politique culturelle démocratique doit permettre de limiter et contrôler les effets des technologies initialement pleines de promesses.

A l'opposé des super productions énergivores, il faut construire une société où s'épanouissent les projets de proximité qui protègent et développent l'emploi culturel et les petites structures, préservent leur indépendance, qui permettent de reconstruire des liens forts entre les acteurs de l'éducation populaire dans les territoires et les appareils d'action culturelle : établissements publics, patrimoine, théâtres, musées, etc. Dans une société du temps libéré, au rythme moins trépidant, les politiques de médiation éducative et culturelle doivent se multiplier pour faciliter l'accès de ceux qui sont exclus des pratiques culturelles. Parallèlement, consolider le statut d'intermittent et créer un statut de l'artiste est indispensable pour accompagner les initiatives locales innovantes axées sur la participation des habitant.es, la confrontation avec des artistes et des créateur.trices, la recherche de nouvelles formes d'animation territoriales.

Enfin, loin des dernières réformes qui ont mis hors-jeu « l'éducation permanente » en réduisant la formation continue à des formations adaptation aux compétences professionnelles, développer les fonctions de médiation culturelle et éducative pour tisser des liens et des continuités entre la formation initiale, les pratiques culturelles, en donnant du sens à l'éducation tout au long de la vie.

Prévention, dignité, justice : refonder notre protection sociale et notre rapport au travail

La santé est une aspiration individuelle et collective. Elle est une fin en soi au sein d'un projet de société. Elle n'est pas qu'une donnée, elle se construit et résulte de choix politiques. Sans elle, tous les autres droits (à l'éducation, au travail, au bonheur) sont compromis.

Une politique forte de santé et de protection sociale est une voie vers plus de bien-être, une meilleure qualité de vie, au service de l'émancipation de toutes et tous. A rebours des politiques ultra libérales et nationalistes, l'objectif est de garantir à toutes et tous un accès permanent à un environnement sain par la lutte contre toutes les pollutions, des politiques de prévention, de promotion et d'éducation à la santé et l'égal accès à un système de protection sociale complet et performant.

Cela impose de passer d'un système de l'économie de la maladie à une politique de la santé.

Répondre aux défis épidémiologiques par la prévention et la promotion de la santé et donner les moyens au système de santé d'y faire face.

Garantir la bonne santé impose d'agir sur tous les déterminants de santé : à commencer par les conditions de travail, les conditions de vie et de logement, l'alimentation, tout au long de la vie. Cela nécessite d'adapter les politiques de santé, pensées à une époque où la maladie chronique n'était pas aussi prégnante et où la maladie infectieuse semblait avoir été domptée. En association avec les prometteuses innovations thérapeutiques permettant des traitements ciblés, voire personnalisés, l'amélioration de la santé du plus grand nombre passe par une approche renouvelée de la prévention et de promotion de la santé.

Pour cela, il s'agit de renforcer considérablement l'éducation et la promotion de la santé à tous les âges de la vie (école, entreprises, fonction publique, travailleurs indépendants, agriculteurs, etc.) car c'est une des meilleures armes pour améliorer la santé du plus grand nombre et lutter contre les inégalités de santé.

Avec la même énergie, il est nécessaire de protéger la santé des citoyen.nes en réduisant leur exposition aux grands facteurs de risques que sont le tabac, l'alcool, les aliments trop sucrés, trop salés, trop gras mais aussi les différents polluants de l'eau et de l'air (particules fines, perturbateurs endocriniens, pesticides).

Afin que les professionnels de santé puissent accompagner cette révolution de la prévention il est indispensable d'adapter leurs organisation, rémunération et missions en conséquence.

Aider les gens à se soigner mieux et vieillir sur tous les territoires

A l'occasion de la crise du Coronavirus, les Français.es ont pu constater avec effarement le mauvais état de notre système de santé, fragilisé dans ses fondements mêmes par des politiques bureaucratiques et austéritaires. Subitement, les alertes maintes fois répétées en vain par les personnels de santé et les habitants prirent une tournure dramatique.

La « désertification sanitaire » a progressé, l'hôpital public, les Ehpad et les établissements de santé mentale ne tiennent plus que par le dévouement de leurs équipes. Il est temps de renverser cette logique mortifère. Cela passe par une action volontariste pour un accès égal aux soins de qualité sur tous les territoires.

Il n'est plus possible de considérer que la santé des uns vaille moins que celles des autres. Le réinvestissement dans le socle public hospitalier et les établissements sociaux et médico-sociaux devient une urgence. Pour assurer le bien-vivre de tous, des usagers comme des personnels, il est temps d'en finir avec le dogme de "l'hôpital entreprise" et une gestion comptable et managériale qui ont mené à la déplorable situation actuelle.

De formidables progrès médicaux ont lieu actuellement redonnant espoir à des millions de malades. Malheureusement, une régulation lacunaire du système de santé pourrait ne pas assurer à tou.tes un égal accès à ces médicaments et techniques innovantes. Il importe de parvenir à remettre l'industrie pharmaceutique en France et en Europe au service de la santé publique.

Consolider les financements de la protection sociale solidaire.

Depuis 70 ans, la protection sociale tend à augmenter pour faire face aux besoins exprimés par les citoyen.nes : allongement de la durée de vie, réponses aux perturbations de santé environnementales et comportementales, transition épidémiologique vers les pathologies chroniques, chômage de masse, exclusions, innovations thérapeutiques. Dans le même temps, le financement adossé sur le travail salarié s'assèche sous l'effet de la réduction de l'assiette (moindre volume de cotisations, en proportion) et surtout de choix politiques visant à mettre fin à la socialisation de la protection sociale, au nom du faux prétexte de la compétitivité des entreprises. La protection sociale solidaire est ainsi fragilisée.

Le combat pour une reconquête de la protection sociale solidaire (retraite, famille, maladie, accidents du travail, chômage, logement, etc.) est à reprendre pour revaloriser ces acquis sociaux et les étendre. Il est nécessaire de faire à nouveau entrer dans l'effort commun de financement ceux qui échappent aux prélèvements solidaires, et de rétablir la place du paritarisme et de la démocratie interne au sein de notre système de protection sociale.

De nouvelles solidarités sont à mettre en place pour couvrir les personnes précarisées maintenues éloignées de l'emploi, du logement et des droits sociaux. Dans cette logique, l'Aide Médicale de l'Etat (AME) doit venir couvrir sans condition les personnes en situation irrégulière.

Rendre le travail digne

Le capitalisme et plus encore sa version néo-libérale, n'ont cessé d'individualiser les rapports sociaux afin de casser les solidarités et empêcher autant que possible les luttes solidaires. Le démantèlement constant du droit du travail, le recours au principe de l'auto-entrepreneuriat, l'instrumentalisation de la division syndicale, sont autant de facteurs qui contribuent à la fragilisation des salarié.es et à la perte de sens du travail. Le « progrès » ne se traduit pas en termes de bien vivre mais au contraire par un accroissement des inégalités.

La priorité est la reconquête des droits sociaux collectifs, au travers du statut des salarié.es, du droit syndical dans l'entreprise, au développement du/de la salarié.e citoyen.ne.

La mise en œuvre d'un revenu universel d'existence contribue à changer les rapports de forces ou rapports sociaux entre précaires et capitalistes, entre salarié.es et patrons, entre jeunes et parents.

Il rouvre enfin une perspective historique : démarchandiser le quotidien et ne plus perdre son temps à le gagner.

La réduction du temps de travail doit reprendre sa marche pour accompagner les progrès technologiques considérables qui se sont opérés notamment sous l'effet de la révolution informatique. Cette réduction du temps de travail doit être à la fois pensée dans la durée quotidienne, hebdomadaire et tout au long de la vie, ce qui exclut tout report de l'âge de la retraite. Au contraire une large réflexion sur le bien vieillir, dans la dignité pour toutes et tous, doit être menée.

Construire et rénover la démocratie partout, mettre en œuvre une VIème république

La démocratie est en crise profonde, dans le champ politique comme dans le champ entrepreneurial pour plusieurs raisons.

- **Une crise de la représentativité** liée à la structure de la 5ème république qui donne un pouvoir inconsideré au Président de la République et aux présidents des collectivités territoriales.
- **Une impossibilité pour les citoyen.nes de peser dans le débat politique** entre deux élections malgré des dispositifs (tels que le référendum national ou local) qui, bien, que peu contraignants, ne sont que peu accessibles à une initiative proprement citoyenne.
- **Une désagrégation de l'espace public**, lieu où le débat public et l'échange politique, social et culturel peuvent avoir lieu. Cette désagrégation est alimentée par l'immédiateté des échanges et le primat d'une expertise faussement dépolitisée dans le débat public, laissant penser que les citoyen.nes sont dans l'incapacité de se forger une opinion et d'agir.
- **La déshérence de notre système judiciaire**, saturé, marqué par d'importantes inégalités d'accès comme de traitement, alimente la défiance croissante de la population vis à vis de son système démocratique, dont la justice est le garant.

Les Gilets Jaunes ont par leur réappropriation d'un espace public et politique généré la tenue d'un grand débat multipliant ainsi les paroles citoyennes. Il convient de permettre aux citoyen.nes de participer, d'être acteurs.trices volontaires de pratiques citoyennes, non seulement localement mais à toute échelle. C'est grâce à la réalisation de ces deux objectifs que la pratique politique peut être renouvelée, les institutions réoxygénées, et que les pouvoirs politiques dans leur ensemble peuvent être re-légitimés.

L'avènement d'une VIe République respectant une séparation stricte des institutions politiques, des pouvoirs, et une meilleure prise en compte des citoyen.nes et de leurs initiatives dans l'équilibre des forces politiques, est une urgence démocratique.

Une réforme institutionnelle

Afin de restaurer la confiance dans notre système démocratique, celui-ci doit profondément changer. Les institutions doivent être modifiées de telle sorte que le peuple soit à nouveau souverain.

Pour cela, il faut instituer un régime parlementaire, en supprimant notamment la possibilité de dissoudre l'Assemblée Nationale, le dispositif du 49.3, et en instaurant le principe du scrutin proportionnel.

Ce principe de proportionnalité doit devenir la règle pour toutes les collectivités locales avec une prime majoritaire limitée à 25%. Toute personne résidant depuis plus de 3 ans sur le territoire français doit bénéficier du droit de vote.

Le fonctionnement des collectivités locales doit être démocratisé en réduisant les pouvoirs de leur président.e au profit de l'assemblée délibérante.

La création d'un 49.3 citoyen visant à permettre à 1 % du corps électoral d'imposer au Parlement d'examiner une proposition de loi, ou de suspendre l'application d'une loi, permettra de rééquilibrer les pouvoirs entre démocratie représentative et démocratie directe.

Des réformes non institutionnelles

La France est un État, c'est aussi une société constituée de groupes sociaux, économiques, culturels divers qui sont des « sociétés » dans la société.

Afin de prendre en compte la diversité des formes d'engagement de nouvelles formes de participation doivent être inventées. Ainsi, les conventions citoyennes démontrent à chaque fois l'importance de faire confiance à ce lobby citoyen. Elles sont un complément indispensable à la démocratie représentative, sans pour autant s'y substituer totalement.

La démocratie ne peut se limiter au face-à-face entre des individus isolés, et le corps universel de la nation. Par de multiples voies, des corps intermédiaires agissent et mettent en mouvement la vie démocratique. Les organisations syndicales, les associations, les organisations non-gouvernementales sont donc des actrices essentielles d'un régime démocratique. Face à leur affaiblissement structurel sous les coups de leurs adversaires libéraux, il faut remédier à leurs manques de moyens, et les rendre à nouveau attractifs pour les citoyen.nes.

Lutter contre les discriminations

La France est régulièrement sanctionnée pour des politiques tendant à renforcer les inégalités sociales et les discriminations. Déjà montrée du doigt par les organisations humanitaires, l'Union européenne, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, elle fait l'objet de critiques croissantes des citoyen.nes. Le capitalisme crée une compétition entre les personnes. Celle-ci renforce les inégalités de façon systémique et discrimine selon des normes recherchées et revendiquées. Elle écarte les individus selon leur condition, leur sexe, leur couleur de peau, leur religion, leurs spécificités.

La priorité est donc de permettre une égale reconnaissance de chacun permettant d'offrir à tous un même accès à la vie en société. La fracture numérique illustre les risques de ségrégation croissante d'une fraction de la population.

Dans tous les domaines (urbanisme, travail, école, élections), les politiques menées doivent systématiquement intégrer l'égal accès à toutes et tous, quelque que soit leur singularité.

Re-légitimer l'action publique

L'action publique s'est délitée par une confiscation progressive du pouvoir politique laissant les citoyen.nes sans pouvoir de décision autre que le vote.

Renforcer l'importance de l'État et des collectivités locales est un objectif primordial mais il ne peut être accessible qu'en dynamisant la vie citoyenne et en renforçant la présence des services publics qui doivent être non seulement les premiers représentants de l'État, mais les premiers lieux de débats et d'actions collectives.

Une telle refonte re-légitimera la gouvernance des collectivités grâce à un cercle vertueux : plus l'État et les collectivités locales plus présentes et les citoyen.nes impliqué.es, plus la gouvernance publique est légitime. Plus ces acteurs sont absents et la défiance importante.

Depuis des années, on assiste à une dégradation constante et régulière des relations entre les citoyen.nes et la police, tout particulièrement au sein de la jeunesse.

Il convient donc d'une part de rétablir la primauté des droits fondamentaux et des libertés publiques et, d'autre part de rétablir la confiance des citoyen.nes dans leurs institutions, au premier rang desquelles la police afin que la France n'apparaisse plus comme un pays où les libertés ne sont plus

un droit mais une concession du pouvoir. Le recours à la justice pour juger de l'action des corps constitués comme la police s'impose.

De même les allers-retours entre la haute fonction publique et les directions des entreprises, doit cesser.

Restaurer une justice légitime

Le système judiciaire est exposé à de multiples difficultés qui remettent en cause sa fonction première : garantir à tous l'exercice des mêmes droits et un égal respect des lois, par les citoyen.nes, les personnes morales et l'État. La justice garantit le bon fonctionnement, le respect du pacte social.

Conduire l'immense défi de la restauration d'une justice légitime, fiable, respectant les droits humains et la dignité humaine tant des plaignant.es que des mis.es en cause, est indispensable pour reconstruire la confiance de nos citoyen.nes dans le système démocratique.

La justice déshéritée accroît les inégalités et bafoue ses propres principes par manque de moyens. Plus globalement, c'est tout le système judiciaire qui doit, de la justice administrative à l'administration pénitentiaire en passant par les procureurs et les juges du siège, faire l'objet d'une profonde réforme centrée sur le respect des droits humains, le contrôle de la déontologie des fonctionnaires, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la qualité de la justice rendue au regard de nos objectifs collectifs, pour une société apaisée.

Renforcer l'indépendance de la justice, faire de son égal accès un droit réel, lui donner les moyens nécessaires, sont des priorités, tout comme la restauration de l'esprit de l'ordonnance de 1945 concernant la justice des mineurs, pour qu'elle soit avant tout source de protection, de reconstruction et d'accompagnement et non de destruction, de déscolarisation, de désocialisation et de spirale de la violence.